

Unité départementale du Littoral
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VENATOR (Ex Huntsman P&A France)

1, Rue des Garennes
B.P. 89
62100 CALAIS

Références : [H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\VENATOR FRANCE \(ex HUNTSMAN P&A FRANCE\)_calais_070.00922\2_Inspections\2022_04_07_insp_incendie\inspection\](H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\VENATOR FRANCE (ex HUNTSMAN P&A FRANCE)_calais_070.00922\2_Inspections\2022_04_07_insp_incendie\inspection\)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement VENATOR (Ex Huntsman P&A France) implanté 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 CALAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR (Ex Huntsman P&A France)
- 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 CALAIS
- Code AIOT dans GUN : 0007000922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

Le site de production de pigments d'oxyde de titane occupe une surface totale de 56 hectares répartis comme suit :

- 25 hectares réservés au site de production ;
- 11 hectares réservés à la zone de stockage de déchets industriels Dunes 2018 ;
- 20 hectares de réserve foncière (zone non développée).

Le procédé utilisé est le procédé dit « au sulfate ». Les différentes étapes de fabrication étaient :

- la digestion qui consiste à attaquer le slag (minerai) à l'acide sulfurique concentrée ;
- l'hydrolyse qui consiste après précipitation de la solution obtenue appelée liqueur, à éliminer les sulfates métalliques ;

- la calcination qui consiste à transformer la pulpe de TiO₂ sous forme rutilé ;
- l'enrobage et l'ensachage du pigment

Les trois premières étapes constituent la section noire. L'étape finale constitue la section blanche.

Le site de Calais exploitait également une unité de traitement des effluents liquides (UTE) par reconcentration d'acide sulfurique ainsi qu'une unité de fabrication d'acide sulfurique (unité acide) à partir de soufre liquide et des gaz issus du grillage des sels métalliques.

Une cessation d'activité partielle avait été notifiée au préfet en juillet 2015, suite à l'arrêt de la section noire (dont fait partie le bâtiment A).

La cessation totale d'activité a été notifiée par courrier en date du 21/12/2017. Par courrier du 29/04/2019, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais a donné récépissé sans frais de cette déclaration.

Par courrier en date du 7/03/2018, l'exploitant a fait part d'un changement de raison sociale. A compter du 19/03/2018, la raison sociale « Huntsman P&A France S.A.S. » devient « Venator France S.A.S. ». Le statut juridique est inchangé. Par courriel en date du 02/05/2018, l'exploitant transmet un extrait Kbis à jour au 05/04/2018, confirmant ces informations.

L'établissement a fait l'objet de deux arrêtés préfectoraux encadrant la remise en état en date des 29/04/2019 et 20/08/2019.

Depuis le 17/02/2020, les travaux de démantèlement et de déconstruction du site ont démarré.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie du 05/04/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
accident du 05/04/2022	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à l'information rapide de l'inspection conformément à l'article 512-69 du code de l'environnement. Le rapport d'accident qui sera transmis à l'inspection devrait permettre de confirmer les hypothèses émises (inflammation d'un nuage de poussières).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : accident du 05/04/2022

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection par téléphone le 05/04/2022 à 10 h30 de la survenue à 10h05 le jour même d'un incendie sur le site pendant les opérations de déconstruction du bâtiment A. L'incendie s'est produit sur une partie d'une gaine de récupération des fumées issues de l'opération de digestion. La visite d'inspection a permis de recueillir les premiers constats et témoignages. Il semble que le phénomène à l'origine de l'incendie soit une inflammation d'un nuage de poussières. Néanmoins cette hypothèse doit être confirmée. Un compte-rendu plus complet de l'incendie est disponible en annexe 1. Les installations étaient à l'arrêt lors de la visite d'inspection. Il sera demandé à l'exploitant de transmettre par courrier un rapport d'accident sous 1 mois et de détailler les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un tel événement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

- ANNEXE I -

Le 05/04/2022 à 10h30 l'exploitant contacte par téléphone l'inspection pour l'avertir d'un incendie en cours sur le site de VENATOR au niveau du bâtiment A. Les pompiers sont alertés.

A noter que le bâtiment A a été désamianté et que les déchets radioactifs présents ont été retirés.

-1 - circonstances de l'incendie :

- la déconstruction du bâtiment A est en cours. Elle se fait travée par travée. Ce bâtiment abritait notamment le process d'attaque du minerai par l'acide sulfurique, opérations réalisées dans des digesteurs. Les gaz de digestion étaient collectés, condensés et traités avant rejet dans l'unité de traitement des gaz . L'incendie a eu lieu lors de l'opération de démantèlement d'une gaine de récupération des fumées des digesteurs positionnée après les condenseurs.

- la société EURODEMOLITION, entreprise anglaise, a en charge le chantier. Deux personnes employées de cette entreprise présentes sur site le 05/04 maîtrisent le français. Les quatre employés présents au niveau du chantier de découpe de la gaine ne maîtrisent pas le français.

- la gaine est constituée de 5 parties en fibre composite reliées par des joints souples. Elle est située à une dizaine de mètres du sol. Cette gaine est maintenue par un support métallique. La déconstruction de la première travée du bâtiment étant quasi achevée, la gaine se trouve positionnée, à la date de l'incendie, à l'extérieur du reste du bâtiment ;

- le démantèlement de cette gaine se fait en 5 étapes, partie par partie. Le mode opératoire choisi est de couper les fixations du support métallique par oxycoupage pratiqué depuis l'intérieur du bâtiment pour faire tomber la partie de gaine sur le sol.

- le 05/04 ce mode opératoire est appliqué aux trois premières parties de la canalisation sans rencontrer de problème particulier selon l'entreprise de démolition ;

- le même procédé est utilisé pour le retrait de la quatrième partie, mais à 10h05 à l'arrivée sur le sol la gaine s'embrase.

L'alerte des pompiers est rapidement donnée vers 10h06 par l'agent présent au poste de surveillance, lui même prévenu par un agent de surveillance en ronde véhicule sur site. L'alerte n'est pas venue de la société de démolition. Dès lors l'exploitant n'a pas été en mesure d'informer les pompiers sur l'origine du sinistre.

Les différents véhicules de pompiers sont arrivés à partir de 10h30. Ils ont été pris en charge par l'agent de sécurité. Les derniers véhicules de pompiers ont quitté le site à 11h14. L'incendie a été maîtrisé à 10h54.

-2 – premières hypothèses des causes de l'incendie.

- l'entreprise intervenante dispose d'un permis de feu pour le 05/04/2022. Le permis de feu est rédigé par l'entreprise de démolition et validé par la société VENATOR. Il est remarqué que le permis de feu mentionne l'absence de matériaux combustibles au niveau de l'aire de travail.

- L'exploitant a réalisé un gros travail de vidange et nettoyage des tuyauteries et équipements sur l'ensemble du site. Cependant certaines tuyauteries inaccessibles à l'époque n'avaient pas été vidangées.

Pour garder en mémoire ces tuyauteries qui potentiellement peuvent encore présenter un danger, l'exploitant a repéré les tuyauteries et équipements par différents codes couleurs sur les P&ID en fonction de leur statut : rouge pour une tuyauterie non vidangée, orange pour une tuyauterie vidangée, nettoyée mais présentant encore des traces de produit sur les parois et enfin vert lorsque plus aucune trace n'est visible.

Le P&ID relatif au traitement des gaz issus de la digestion a été demandé à l'exploitant. La grande majorité des tuyauteries et équipements sont de couleur verte.

Cependant, la gaine en cause dans l'incendie est reprise par le code couleur rouge. **Elle est donc identifiée comme pouvant présenter un danger.** Questionné, l'exploitant précise que l'ensemble des P&ID a été remis à l'entreprise de déconstruction avec obligation d'en tenir compte. **L'inspection relève que l'exploitant ne s'assure pas de la prise en compte effective du potentiel dangereux par l'entreprise de démolition. Le retrait de la gaine en cause dans l'incendie n'a ainsi pas fait l'objet d'échanges et le potentiel de danger lié à l'absence de vidange n'a pas été pris en compte par la société de démolition.**

Ceci est contraire à la « note de cadrage générale des travaux - démolition du bâtiment A » établie le 17/12/2021 qui précise :

« Points d'arrêt nécessitant la validation de VENATOR avant démolition :

- **Vérification d'absence de liquide/produits dans les installations y compris la vérification de l'huile dans les équipements – à vidanger si présence avant démantèlement (hormis les broyeurs) »**

- suite à l'incendie, le cinquième tronçon de la gaine restait en place sur son support métallique. La stabilité de l'ensemble pouvant être affectée par les différentes déconstructions menées, l'exploitant a pris la décision de procéder à son démantèlement rapidement dans les mêmes conditions. Ce démantèlement a été filmé. Le film a été transmis à l'inspection.

- les images montrent que lors de sa chute la tuyauterie passe d'une position horizontale à une position verticale pour revenir à une position horizontale. Au contact du sol un nuage de poussières sort des deux ouvertures de la canalisation et s'enflamme d'un seul côté. L'inflammation est de très courte durée. Aucun incendie ne se développe cette fois.

- ces images révèlent l'inflammation d'un nuage de poussières. Ce film semble démontrer que la poussière mise en suspension par le tournoiement de la tuyauterie lors de sa chute et par le choc violent à l'arrivée au sol est une poussière oxydable. Cette poussière était très sèche, l'installation étant à l'arrêt depuis 2015. La source d'énergie pourrait être l'énergie statique qui a pu apparaître lors des frottements poussière-canalisation provoqués par la chute. Ces hypothèses devront être confirmées.

- les eaux d'extinction se sont écoulées vers le réseau de collecte menant au bassin de rejet du site. Le volume d'eau d'extinction nécessaire n'a pas été très important au regard de la durée de l'incendie. Néanmoins l'exploitant précise qu'une analyse sera réalisée avant rejet (paramètres habituels + à minima HAP et indice hydrocarbure).

-3 – conclusions

Aujourd'hui le chantier est à l'arrêt. L'exploitant travaille avec l'entreprise de démolition à la constitution d'un autre protocole plus doux (découpage à froid, retrait sans chute,...) pour finaliser la déconstruction du reste de la gaine. L'exploitant a également indiqué que dorénavant il s'assurera qu'une analyse de risque supplémentaire a été systématiquement menée sur les tuyauteries et équipements non vidangés (statut rouge dans les P&ID).

Des prélèvements seront réalisés sur la poussière présente dans les gaines sous forme sèche mais aussi au niveau de la canalisation ayant pris feu. Ces analyses permettront de mieux comprendre le phénomène et de pouvoir éliminer les déchets dangereux dans des filières adaptées.

Un contrôle des eaux souterraines sera réalisé dans les piézomètres les plus proches en aval du lieu de l'incendie. Un prélèvement de sol en surface sera réalisé au droit du panache de pollution et au droit de l'incendie.

L'exploitant doit poursuivre la recherche des causes (premières et racines) , fournir un rapport d'accident sous 1 mois au préfet comme demandé par l'article **R. 512-69 du code de l'environnement et faire une proposition d'évaluation des impacts sur l'environnement provoqué par l'incendie.**